


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

La France doit cesser immédiatement toute livraison militaire à Israël

Face au drame en cours en Palestine, la CGT dénonce avec la plus grande fermeté la poursuite des livraisons d'équipements militaires au régime de Benjamin Netanyahu. Un rapport révélé par Le Monde, en collaboration avec Urgence Palestine et le Palestinian Youth Movement, fait état de **525 expéditions d'équipements militaires français vers Israël entre octobre 2023 et mars 2026**. Il met également en lumière **l'utilisation massive de l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle** par l'entreprise américaine Lockheed Martin pour ses exportations à destination de Tel-Aviv.

Ces révélations contredisent directement les déclarations répétées du gouvernement français, qui affirme ne pas vendre d'armes à Israël ou ne livrer que du matériel « défensif », censé ne pas être utilisé dans la bande de Gaza. Les données disponibles dans le rapport montrent au contraire que les **exportations n'ont jamais cessé et qu'elles concernent des équipements dont la nature ne peut être réduite à un usage strictement défensif**. Des précédentes enquêtes, notamment celles de Disclose, ont déjà établi la présence de composants d'origine française dans des armements utilisés sur le terrain à Gaza.

Dans ce contexte, la poursuite de ces livraisons soulève des **questions majeures de responsabilité** alors que de tels équipements pourraient avoir été impliqués dans de **graves violations du droit international**. Dans un contexte de génocide, de successions de lois d'apartheid, de déplacements forcés, de dépossession des terres et des droits des Palestinien-nes, **continuer à fournir des équipements militaires revient à se rendre complice des crimes commis et d'une escalade meurtrière**.


Il ne s'agit pas d'un débat abstrait. La France a des obligations claires, est **tenue par ses engagements internationaux** et par ses propres obligations en matière de contrôle des exportations d'armement. Ces engagements doivent être respectés sans ambiguïté. D'autre part, le gouvernement français a **des obligations de transparence en matière de vente d'armes**, la France se doit de fournir régulièrement des informations précises sur la nature de ses exportations à différentes instances internationales, ainsi qu'aux député-es français-es et à la société civile or, on constate une certaine opacité et des manquements répétés. La responsabilité de l'État français est directement engagée. **Fermer les yeux ou tergiverser reviendrait à cautionner l'inacceptable**.

La CGT le rappelle avec force : le respect du droit international et des traités encadrant le commerce et la livraison d'armes n'est pas optionnel.

Aujourd'hui, l'urgence impose des actes.

Derrière ces atrocités, il y a des vies humaines et une responsabilité directe des États dont la France. À l'heure où les violences s'intensifient, **l'inaction ou les ambiguïtés politiques ne sont plus acceptables**. Notre niveau d'exigence envers la France doit être d'autant plus élevé qu'elle figure parmi

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



les trois premiers exportateurs d'armes au monde et qu'elle siège en tant que membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

C'est pourquoi la CGT exige :

- Un embargo complet sur les armes, sur les composants utiles aux armes, sur les transferts de technologies ;
- Un strict respect par la France des règles internationales et nationales et de rendre des comptes en temps voulu ;
- La transparence totale sur les exportations d'armement ;
- La mise en œuvre stricte des contrôles par les autorités compétentes.

La France a officiellement reconnu l'État de Palestine. En poursuivant ses exportations d'armement vers Israël, **elle fragilise intentionnellement cette reconnaissance et compromet les perspectives d'une solution politique.**

Pour la CGT, seule **une politique conforme au droit international permettra d'ouvrir la voie à une paix juste et durable dans la région.**

Montreuil, le 8 avril 2026